

Rapport de mission

# La conférence de Djakarta et autres contacts

Indonésie, juin 2001

vendredi 22 juin 2001, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 22 juin 2001).

Sommaire

- [I. LA CONFERENCE DE DJAKARTA](#)
- [II. LES AUTRES CONTACTS](#)
- [III. EN GUISE DE CONCLUSION](#)

Je me suis rendu en Indonésie du 4 au 11 juin. Il s'agissait de participer à la Conférence de solidarité des peuples d'Asie-Pacifique (du 7 au 10 juin) et de prendre divers contacts complémentaires. C'était mon premier voyage en Indonésie ; et la première fois qu'Attac envoyait quelqu'un dans ce pays. Des liens avaient été préalablement tissés avec des mouvements indonésiens dès 1998 à l'occasion de rencontres en France ou en Belgique, et de conférences internationales (par exemple, lors du sommet ASEM-3 à Séoul, en octobre 2000). Mais le suivi de ces liens est resté très superficiel, ponctuel.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance de l'Indonésie : la place géopolitique de ce pays, la renaissance des mouvements politico-sociaux après 30 années de dictature et le traumatisme des massacres de 1965-1966, la profondeur de la crise indonésienne (aggravée par l'impact frontal de la tourmente financière de 1997 et les politiques du FMI), l'enlisement actuel de la transition post-dictature, les graves menaces qui pèsent sur les forces progressistes et les droits démocratiques...

Le voyage de juin était l'occasion d'amorcer un suivi plus ample et plus régulier de nos liens indonésiens. C'est pourquoi je vais tenter de faire le tour de la question, dans ce rapport, quitte à mentionner des liens établis avant même mon séjour à Djakarta.

Un séjour à Djakarta qui a été, comme vous le savez, quelque peu perturbé par l'intervention des forces de police et d'une milice islamiste d'extrême droite. Je vous renvoie ici à l'article écrit pour le « Grain de Sable ». Il sert d'introduction à ce rapport, auquel il est annexé. (1)

**Dernier point d'introduction, mais le plus important. Nous avons une responsabilité urgente vis-à-vis de nos partenaires indonésiens. Il nous faut manifester concrètement notre solidarité, et sans trop tarder. C'est de cela qu'il nous faut rapidement discuter.**

## I. LA CONFERENCE DE DJAKARTA

Comparée à d'autres, la conférence de Djakarta avait plusieurs caractéristiques spécifiques. D'ampleur limitée (une centaine de participants, pour deux tiers Indonésiens, pour un tiers étrangers), c'était la première rencontre internationale à être organisée sur ce thème en Indonésie. Le contexte politique national a beaucoup pesé sur la réunion, on l'a vu avec l'intervention policière. La transition " post-dictature " est bloquée, dans le pays, trois ans après la chute du général

Suharto. La situation semblait encore relativement stable quand l'organisation de la conférence a été décidée. Elle était devenue carrément instable quand elle s'est effectivement réunie.

La conférence de Djakarta a été conviée par une association récemment constituée, Increase (Center for Social Reform and Emancipation), dont le directeur est Kelik Ismunanto. L'initiative provient d'un ensemble d'organisations de masses appartenant à l'aile radicale des mouvements sociaux indonésiens et de cadres liés au PRD, le petit Parti démocratique du peuple. (2) Nommons entre autres, parmi les participants " vedettes " à la conférence, la dirigeante syndicale Dita Sari et le président du PRD, Budiman Sudjatmiko. Tous deux avaient été emprisonnés avant la chute de Suharto et n'ont retrouvé la liberté qu'après l'élection d'Abdurrahman Wahid à la présidence de la République.

La conférence avait un caractère régional (Asie-Pacifique), mais aussi une dimension internationale plus vaste avec une participation européenne et nord-américaine. (2) A l'origine, les invitations avaient été très larges. On trouvait ainsi dans la liste initiale des invités Danielle Mitterrand (qui devait plancher sur l'improbable thème " Social-démocratie, post-modernisme et marxisme en Europe ") aux côtés de José Maria Sison, le président-à-vie du Parti communiste des Philippines (mao-stalinien). Ni l'une ni l'autre n'ont répondu à l'invitation.

Susan George avait aussi été invitée, mais ne pouvait pas faire le voyage à cette période. Elle s'en est excusée.

**Les participants.** Des délégués venus de 14 pays étaient à la conférence. J'étais le seul Français, pour Attac-France et aussi pour Attac-Institutions européennes. On peut classer la plupart des autres participants étrangers dans trois catégories : Des mouvements de solidarités, le plus important étant ASIET, très actif en Australie sur l'Indonésie et Timor oriental. Des organisations que nous rencontrons régulièrement dans les conférences internationales sur la mondialisation (y compris celles que nous co-organisons), comme deux composantes de la gauche philippine, le Democratic Socialist Party (DSP) d'Australie, le Labour Party Pakistan et, dans une moindre mesure, le PCI-ML (Liberation) d'Inde. D'autres courants politiques étaient aussi présents, dont International Socialism (lié au SWP britannique qui, pour sa part, n'était pas là).

On retrouvait donc dans la conférence certains de nos partenaires habituels en Indonésie, ainsi que dans d'autres pays de la région (Australie, Japon, Philippines, Pakistan). Mais bon nombre d'autres mouvements avec lesquels nous collaborons n'étaient pas représentés.

Increase m'avait demandé, en avril, si Attac pouvait " sponsoriser " leur conférence. J'avais répondu que notre participation ne nous posait aucun problème, bien au contraire, mais qu'il nous était difficile de sponsoriser officiellement la conférence si certains aux moins de nos partenaires asiatiques parmi les plus représentatifs ne faisaient pas de même (par exemple Focus on the Global South ou la KCTU).

**L'élargissement du soutien.** Cet élargissement du soutien aurait probablement pu avoir lieu sur le plan international. En effet, il s'est produit en Indonésie même, où la conférence organisée par Increase a été sponsorisée par Infid (un important réseau d'ONG de développement), Wahli (les Amis de la terre en Indonésie) et le Legal Action Group - soit des composantes qui vont bien au-delà des secteurs les plus radicaux du mouvement social. (3) Ce soutien large s'est manifesté avec particulièrement de force après l'intervention de la police et de la milice d'extrême droite. Mais le temps a probablement manqué pour élargir aussi les appuis internationaux. Vu ce qui s'est passé, je regrette évidemment un peu que nous n'ayons pas sponsorisé la conférence, en un acte de " solidarité préventive ", mais quand la question s'est concrètement posée, je crois qu'il était plus raisonnable d'attendre avant de s'engager sur ce plan.

Il faut dire que l'organisation d'une telle conférence en Indonésie - pour la première fois et dans le contexte présent - n'allait pas de soi. Dans ces conditions, on peut dire que l'ouverture de la conférence a été un réel succès ; et qu'il était important qu'Attac y participe.

Nous savions évidemment avant de nous rendre en Indonésie que la situation politique y était devenue très volatile. Nous savions aussi que le conflit entre la présidence et le département de la police était aigu - et que le chef de la police avait tout particulièrement dans le collimateur Budiman et Dita Sari, qu'il accusait tout à la fois de " communisme " et de soutenir le président Wahid (l'info avait d'ailleurs été publiée en gras dans Le Monde, le vendredi 1<sup>er</sup> juin, juste avant mon départ). Tout ceci ne rendait que plus important notre participation à la conférence : un geste de solidarité de la part des délégations étrangères et une protection aussi (dès que la police est intervenue, j'ai ainsi pu mettre en avant mon groupe parlementaire).

**Le contenu de la conférence.** Il n'y a pas grand-chose à dire sur le contenu la conférence dans la mesure où ses travaux ont été brutalement interrompus par l'opération police-milice après un jour et demi seulement (la conférence devait durer 4 jours pleins). Le temps a du coup aussi manqué pour les contacts " hors sessions ". Je devais notamment rencontrer Budiman le soir de l'intervention policière.

Un mot quand même. La plupart des sujets traités étaient usuels (les effets de la mondialisation libérale, la dynamique des résistances, les solidarités nouvelles...). D'autres étaient plus inhabituels dans ce type d'initiatives : nature du régime cubain, révolution ininterrompue et révolution permanente... J'ai évidemment beaucoup discuté de ce type de questions dans le passé, mais elles ne passionnent pas pour l'heure. Non pas qu'elles soient sans importance, mais il est nécessaire d'attendre, pour les reprendre, à mon sens, que de nouvelles expériences du mouvement social contemporain aident à renouveler les termes du débat.

Les Indonésiens ont cependant tenu à organiser des discussions entre étrangers (Australiens et Nord-Américains) sur ces questions. Afin d'écouter. On peut comprendre pourquoi. Pendant plus de 30 ans, tout débat politique a été étouffé en Indonésie par la dictature - et toute référence au marxisme diabolisée. Les nouvelles générations militantes doivent renouer le fil de leur histoire nationale (en faisant connaître la vérité sur les massacres de 1965-1966) et de l'histoire des mouvements progressistes dans le monde. Les participants étrangers devaient ainsi aider en cela aussi. Le débat sur Cuba a eu lieu. L'intervention policière a fait avorter celui sur " révolution ininterrompue et révolution permanente " —introduisant de fait un thème miroir : la contre-révolution indonésienne est-elle permanente ou ininterrompue ? Grave question.

**Le bilan politique.** Le fait que la conférence se soit ouverte malgré l'incertitude de la situation était un succès. Le front solidaire qui s'est constitué après l'intervention police-milice est très positif. Et le résultat du bras de fer engagé avec le département de la police constitue véritablement une victoire politique, dans un climat de grande incertitude. Tout du long, on a d'ailleurs senti que la police hésitait sur la marche à suivre. Mais les étrangers risquaient d'être expulsés avec interdiction de séjour à la clef, sur la base d'un prétexte fallacieux. La solidarité, en Indonésie et outre-mer (surtout l'Australie) a joué. Seule notre ami Farooq Tariq du LPP a finalement été expulsé. Cela dit, les menaces qui pèsent sur nos partenaires indonésiens sont très sérieuses. Il y a la répression exercée par la police (et l'armée), mais aussi l'action des milices d'extrême droite. Selon toutes probabilités, la situation va continuer de se dégrader, à moins d'un renversement inattendu des alliances autour de la présidence d'ici à la réunion du MPR en août. Or, il y a peu de pays où existe une tradition de solidarité efficace envers les forces progressistes indonésiennes. Cette tradition manque en Europe, on l'a encore une fois vérifié avec le silence radio total des médias sur les récents événements. C'est un vrai problème.

## II. LES AUTRES CONTACTS

Je suis arrivé à Djakarta quelques jours avant la conférence pour avoir le temps de rencontrer des mouvements qui n'y seraient pas présents. Plusieurs de ces contacts n'étaient pas dans la capitale à ce moment, dont un Dayak ancien exilé en France et un membre de la Commission sur les disparitions (KontraS). Par ailleurs, j'ai fait un tour d'horizon avec la délégation australienne, j'ai dû préparer les trois rapports qui m'avaient été demandés (faute d'avoir pu le faire avant mon départ) et nous nous sommes rendus sur les lieux de la conférence plus tôt que prévu. Si bien que je n'ai eu la possibilité que de rencontrer Infid. Mais comme des contacts avaient été établis auparavant en Europe, je les récapitule tous ici.

### **A. ONG DE DEVELOPPEMENT ET D'ENVIRONNEMENT**

- **WAHLI** (les Amis de la Terre). J'avais rencontré l'une de leurs représentantes à Bangkok (conférence de Focus) et j'avais essayé de la faire venir aux Rencontres de Saint-Denis avec l'aide financière de FoE des Etats-Unis. Le contact s'est perdu. A reprendre.

- **INFID** est l'acronyme de International NGO Forum on Indonesia Development. C'est un important réseau d'ONG de développement basé à Djakarta, Bruxelles et Tokyo. Il agit sur le terrain de la dette, des ODA, ainsi que des Plans d'ajustement structurel et la mondialisation. Sur la dette, ce réseau travaille sur le " possible " avec Drop the Debt ou Jubilé 2000 Allemagne ou Australie, plus qu'avec Jubilé Sud. Il réclame notamment une réduction substantielle de la dette, la répudiation des dettes illégitimes du régime Suharto... Ils travaillent sur le lien dette et développement (surexploitation des forêts, politique de réduction de la pauvreté, migrations internes...).

J'ai discuté avec Binny Buchori (Executive Secretary), Pattimura (Program Officer MDBs & ODA) et Sugeng Bahagijo (Information Manager) (j'avais déjà pris langue avec ce dernier lors de la conférence d'Okinawa). Ils participent au secrétariat du réseau qui comprend diverses organisations.

A cette occasion, j'ai appris qu'INFID et WAHLI avaient décidé de " sponsoriser " la conférence d'Increase. Ils jugent qu'Increase est aujourd'hui très lié au PRD, mais pensent aussi que cette association peut prendre une envergure propre plus importante et qu'elle intervient sur un terrain de collaboration légitime pour INFID (la résistance à la mondialisation libérale...). C'est dans cette perspective qu'ils se sont positivement engagés.

Comme toutes les ONG concernées, ils sont poussés à soutenir Gus Dur (le président Wahid) face à la menace du retour d'un régime super-autoritaire (et moins nationaliste que le précédent) mais renâclent tant ils considèrent que ledit président a bien trompé son monde (à la mode Mitterrand a ajouté une malicieuse) et sait comment faire des ONG ses otages. La situation politique est complexe, son analyse et les conclusions à en tirer font débat.

INFID souhaite tisser des rapports de collaboration avec Attac. Ce réseau prévoit l'organisation d'une conférence en 2002 (probablement à l'automne). Attac est fermement invitée à y participer. J'ai donné un accord de principe. Des membres d'Infid devraient se rendre en France et en Belgique prochainement (septembre ?), ce qui permettrait de faire le point. Le représentant d'Infid à Bruxelles devrait aussi prendre contact avec moi.

Une relation à suivre, donc.

### **B. ORGANISATIONS DE DEFENSE DEMOCRATIQUE**

- **KontraS.** Des représentants de KontraS (The Commission for Disappearance and Victims of Violence) sont venus en France : dernièrement, Ikhravani Hilman (Head of Operation) et Ezki Suyanto (Vice Coordinator). Je n'ai pas pu les rencontrer mais le contact a été établi via le Centre Lebret. Je devais les voir lors de mon séjour à Djakarta, mais cela s'est mal combiné.

- **Indonesian Legal Aid Foundation.** Viennent régulièrement en Europe. J'ai rencontré Munir (Deputy Chairman) à mon retour de Djakarta.

- **ICW.** Indonesia Corruption Watch (ICW). Rencontré brièvement au FSM (Porto Alegre) Husni Thamrin (Program Manager Monitoring).

- **LaPasip** (Institute for Advocacy on Civil and Political Rights. Rencontré à Séoul (ASEM 3). Je connais mal.

- **97.4 Jakarta News FM.** Rencontré à Séoul (ASEM 3) Nor Pud Binarto (Director) et donné une interview radiophonique (sur la dette, etc.).

### C. ORGANISATIONS SOCIALES

- **FNPBI** (National Front for Indonesian Workers Struggle) (dirigeante connue : Dita Sari). C'est l'une des rares organisations indonésiennes avec lesquelles j'ai eu le temps de prendre un peu sérieusement contact durant la conférence de Djakarta. J'ai notamment discuté avec Romawaty Sinaga (International Officer) le principe d'un voyage en France, à l'automne, pour rencontrer les syndicats français.

- **LMND** (Indonesian National Student League for Democracy). Rencontré durant la conférence de Djakarta, ils espèrent établir des contacts avec les organisations de jeunesse en Europe et m'ont donné du matériel (en indonésien...). Avec moi, malheureusement, ils sont plutôt mal tombés, question contact jeune.

- **Labor Working Group.** Rencontré à Porto Alegre sans avoir le temps de discuter.

- **KPA** (Consortium for Agrarian Reform). Rencontré Erpan Faryadi à Porto Alegre. Il devait « plancher » lors de la conférence de Djakarta et il était convenu que nous discussions à ce moment-là. Projet avorté pour cause policière.

### D. PARTIS POLITIQUES

- **PRD** (Parti démocratique du peuple). C'est le seul parti politique avec lequel le contact est établi.

Son président, Budiman Sudjatmiko, a part ailleurs déjà été reçu à Bruxelles par le groupe confédéral de la GUE/NGL. La place politique occupée par ce petit parti et ses cadres les plus connus dépasse de beaucoup sa force organisationnelle propre. C'est lié au rôle qu'il a joué lors des luttes qui ont conduit à la chute du général Suharto et depuis dans la défense radicale des libertés démocratiques et des droits sociaux.

Le PRD a connu une petite scission initiée par des « retours d'Australie » investis dans le travail international. Le désaccord formel portait sur le soutien de fait apporté à Gus Dur, mais il semble y avoir d'autres raisons peut-être plus profondes (la difficulté d'intégration de « retour d'exil » par exemple ?). J'avais rencontré l'un d'entre eux à Sydney (Mugiyanto), mais je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question depuis la scission.

### E. POUR LA VERITE SUR 1965-1966

- **YPKP** (Fondation pour la réhabilitation des victimes des massacres de 65-66). J'ai rencontré en France la présidente de cette fondation, Sulami. Aujourd'hui une dame d'âge très vénérable, c'est une ancienne dirigeante de la puissante association des femmes liée au PKI et l'une des trop rares rescapés des massacres de 1965-1966 et des camps de détention du régime Suharto.

Le combat obstiné de Sulami et l'objectif de cette fondation sont de faire connaître la vérité sur le coup d'Etat du général Suharto et le bain de sang qui a présidé à sa conquête du pouvoir. C'est une question essentielle dans un pays qui a subi l'un des grands massacres du siècle ; un massacre dont le souvenir a été totalement occulté trois décennies durant.

#### **D. DES PARTENAIRES EN EUROPE**

Plusieurs réseaux et associations animent, en Europe, la solidarité Indonésie. Cette question s'insère par ailleurs assez naturellement au sein du réseau ASEM (Asia-Europe Meeting) dont le prochain rendez-vous est en 2002 à Copenhague.

J'ai quelques contacts en ce domaine aux Pays-Bas (dans XminY notamment, avec Tina Ebro), mais c'est surtout en France que j'ai une relation « Indonésie » : avec le Centre Leuret (Sergio Regazzoni, Sally Rousset, Darwis Khudori) et des éléments de la communauté indonésienne à Paris.

Timor oriental constitue une question « jumelle » de l'Indonésie. On ne devrait pas pouvoir s'attacher à l'une sans l'autre. La plupart de nos partenaires sur l'Indonésie sont aussi très actifs sur Timor-Est (voire sur d'autres contrées de l'archipel indonésien, comme Aceh). Mais Attac reste absente sur ce terrain. Pour de simples raisons de temps, surtout : par manque de moyens humains. Mais aussi parce que la solidarité opère là très directement, et pas (encore) sous l'angle des résistances internationales à la mondialisation libérale. Tout en étant conscient de l'urgence et de l'importance de la question timoraise, je ne vois pas très bien comment faire aujourd'hui mieux.

### **III. EN GUISE DE CONCLUSION**

Notre participation à la conférence de Djakarta ne doit pas être sans lendemain.

Le comité Attac-IE joue (potentiellement) un rôle spécifique parce qu'il est en quelque sorte directement « comptable » de la politique de l'UE et parce qu'il peut aisément opérer sur le plan parlementaire.

La place particulière occupée aux yeux de nos partenaires étrangers par Attac-France s'est une nouvelle fois confirmée à Djakarta (cela s'est par exemple manifesté par le fait que je me suis retrouvé chargé de l'essentiel des rapports « européens » à la conférence d'Increase, ou par la pressante invitation d'Infid à sa prochaine conférence). Pour les raisons que nous connaissons : l'intervention pionnière sur le terrain des résistances à la dictature des marchés financiers, l'envergure socio-citoyenne et unitaire de notre association, l'arc potentiel de partenariat (des « modérés » aux « radicaux »), l'éventail « généraliste » (mais à partir d'un terrain spécifique) de nos champs de mobilisation, le dynamisme du rôle joué dans la co-organisation/animation d'initiatives internationales (depuis Saint-Denis déjà), etc.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le relever dans de précédents rapports, nous avons de ce fait une responsabilité objective que nous avons parfois du mal à assumer concrètement. C'est le cas vis-à-vis de nos partenaires en Indonésie : nous sommes en retard de solidarité.

Concrètement, il nous faudrait :

- Consolider les liens avec nos partenaires indonésiens (en particulier Increase et les autres animateurs de la conférence de Djakarta, de même qu'avec Infid). Contribuer à faire connaître leurs luttes (le silence des médias franco-européens sur l'intervention policière contre la conférence de Djakarta est assourdissant comparé à la couverture de l'événement donné en Australie évidemment, mais aussi par CNN, etc.). Mon article du Grain de Sable doit avoir une suite. Enfin, il nous faut faire quelques gestes concrets de solidarité. Par exemple, aider le FNBI à rencontrer les syndicats français. Ou aider des Indonésiens à participer au prochain Forum social mondial de Porto Alegre...

- Consolider aussi les liens sur ce terrain avec nos partenaires européens concernés.

Je ne vais pas m'étendre plus sur cette question, ici. Mais il faudrait y revenir rapidement. Ce que je notais déjà d'introduction. Je me répète, en toute conscience...

A vous, comme toujours,

Pierre

---

(1) L'article du « Grain de sable » est disponible sur le site Internet dans cette même rubrique.

(2) Outre d'Indonésie, les participants provenaient de : Japon, Australie, Nouvelle-Zélande, Thaïlande, Philippines, Inde, Pakistan, Etats-Unis, Canada, France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne.

(3) La conférence était organisée par Increase (Center for Social Reform and Emancipation) en collaboration avec : Indonesian National Front for Labour Struggle (FNPBI : Front Nasional Perjuangan Buruh), Indonesian Peasant National Union (STN : Serikat Tani Nasional), The People's Culture Network (JAKER : Jaringan Kerja Budaya), Indonesian National Student League for Democracy (LMND : Liga Mahasiswa Nasional Untuk Demokrasi), The People Youth Movement (GPK : Gerakan Pemuda Kerakyatan), The People's Legal Aid Foundation (LBHR : Lembaga Bantuan Hukum Rakyat), Liberation Magazine (Majalah Pembebasan), Wahana Lingkungan Hidup Indonesia (WALHI), International NGO Forum on Indonesia Development (INFID).

---

## **P.-S.**

\* Pierre Rousset (ESSF) a participé à la conférence de Djakarta pour Attac-France et Attac-Institutions européennes.